12 DEC 1960

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

Coordinations (2)

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 28 novembre 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 27 septembre 1935 relatif à la constitution d'un conseil d'enquête chargé d'émettre son avis au sujet des propositions de radiation du corps de sous-officiers de carrière", a donné le 5 décembre 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e november 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 september 1935 betreffende de samenstelling van een onderzoeksraad, welke gelast is zijn advies uit te brengen nopens de voordrachten tot schrapping uit het korps der beroepsonderofficieren", heeft de 5e december 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme objet de modifier l'arrêté royal du 27 septembre 1935 relatif à la constitution d'un conseil d'enquête chargé de donner son avis au sujet des propositions de radiation du corps de sous-officiers de carrière, afin que ce conseil puisse être saisi non seulement de propositions émanant des supérieurs hiérarchiques mais également par une haute autorité militaire désignée par le Ministre lorsque celui-ci est informé par une voie autre que la voie hiérarchique des faits mis à charge d'un sous-officier de carrière.

\+

\+ +

Aux alinéas 1er et 2 du préambule, il y a lieu d'omettre la conjonction "et" avant le mot "notamment".

\+

\+ +

Le liminaire de l'article 1er devrait être complété par l'intitulé de l'arrêté royal du 27 septembre 1935.

\+

\+ +

L'article 13bis,que le projet insère dans l'arrêté royal du 27 septembre 1935,donne en son alinéa 1er comme mission au conseil d'enquête de "donner son avis sur l'opportunité de la radiation".

.../...

Le conseil d'enquête, en vertu des dispositions de cet arrêté, est saisi de tout le dossier du militaire inculpé; il l'interroge sur les faits qui lui sont reprochés; il peut entendre des témoins.

Il ne s'agit pas de donner un avis sur l'opportunité d'une mesure disciplinaire, mais bien de donner un avis sur la réalité des faits reprochés et sur les conséquences qu'il y aurait lieu d'y attacher au point de vue disciplinaire.

Il y aurait, dès lors, lieu de modifier l'article 13bis, alinéa 1er, in fine, en remplaçant les mots "donner son avis sur l'opportunité de la radiation" par les mots "donner son avis au sujet de la radiation d'office".

On peut, du reste, ne pas définir la compétence du conseil d'enquête dans cet article 13bis, puisqu'elle fait l'objet de l'arrêté royal du 27 septembre 1935 : le Gouvernement n'entend pas, suivant les renseignements qui ont été donnés, confier au conseil d'enquête prévu par le projet une compétence autre que celle du conseil d'enquête dont il est question dans cet arrêté royal.

\+

\+ \+

L'article 13bis dispose en son deuxième alinéa que le conseil d'enquête est composé conformément "à l'article 2, alinéas 1er et 2".

Il y a lieu d'observer que les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté royal du 27 septembre 1935 ont également trait à la composition du conseil d'enquête; le projet ne les rend pas applicables au conseil que doit composer une haute autorité militaire sur décision du Ministre de la Défense nationale.

Le fait que l'article 3 de l'arrêté royal du 27 septembre 1935 n'est pas rendu applicable, appelle cependant des observations.

Cet article prévoit que ne peuvent faire partie du conseil d'enquête divers militaires : les chefs directs de l'inculpé, ses parents ou alliés, le militaire qui a signalé l'infraction.

Une règle similaire est prévue pour la composition du conseil d'enquête à la force navale, par l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 14 mars 1952. Il résultera de cette différence de réglementation que si pour composer le conseil d'enquête à la force terrestre et à la force aérienne on n'aura pas, dans le cas de l'article 13bis, à tenir compte de l'article 3 de l'arrêté royal du 27 septembre 1935, par contre, pour composer le conseil d'enquête à la force navale, on devra appliquer l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 14 mars 1952.

.../...

Cette diversité dans la composition des conseils d'enquête n'est sans doute pas voulue par le Gouvernement.

Une seconde observation doit être formulée. Le principe de la liberté de la défense et de la sérénité du délibéré est reconnu comme un principe général de droit dont le respect s'impose spécialement en matière disciplinaire, même en l'absence de texte. Ce principe général de droit réclame que les membres d'organismes chargés de prononcer ou même de proposer une mesure grave à l'encontre d'un administré ne puissent pas manquer d'objectivité.

Sans qu'il soit possible de dégager du principe général de droit rappelé ci-dessus des règles précises susceptibles de fournir une solution à tous les cas d'espèce, il faudrait à tout le moins prévoir que les parents et alliés de l'inculpé ainsi que le militaire ayant signalé l'infraction qui a amené l'inculpé devant le conseil d'enquête, ne peuvent en faire partie.

\+

\+ \+

L'article 13bis, alinéa 2, dispose in fine :

"Cette convocation remplace la proposition visée à l'article 1er".

.../...

Suivant l'article 6 de l'arrêté royal du 27 septembre 1935, c'est la proposition de radiation qui "saisit" le conseil d'enquête. Il s'indique dès lors de faire mention également de cet article 6 dans la dernière phrase de l'article 13bis, alinéa 2.

\+

\+ \+

Tenant compte de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 13bis, alinéa 2, de la manière suivante :

"La haute autorité militaire ainsi désignée compose le conseil d'enquête en se conformant à l'article 2, alinéas 1er et 2,et à l'article 3, d et e ; elle le convoque au siège qu'elle désigne. Elle communique au président tous les éléments d'information dont elle dispose relativement aux faits qui ont amené la convocation du conseil. Cette convocation remplace la proposition visée aux articles 1er et 6".

\+

\+ \+

L'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 14 mars 1952 relatif à l'exécution de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale,est rédigé comme suit :

.../...

"§ 1er. L'arrêté royal du 27 septembre 1935 relatif à la constitution d'un conseil d'enquête chargé d'émettre son avis au sujet des propositions de radiation du corps des sous-officiers de carrière, est applicable au conseil d'enquête prévu par l'article 13 de la loi du 9 juillet 1951, sous les modifications prévues aux paragraphes suivants ".

Par son article 2, le projet veut rendre applicables au conseil d'enquête prévu pour les sous-officiers de la force navale, les modifications qu'il apporte à l'arrêté royal du 27 septembre 1935. Il serait plus clair d'apporter directement à l'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 14 mars 1952, la modification nécessaire.

Pour tenir compte de l'observation formulée ci-dessus concernant la composition du conseil d'enquête, l'article 6 de l'arrêté royal du 14 mars 1952 devrait, de plus, être complété en son § 3.

Il est en conséquence proposé de rédiger l'article 2 comme suit :

"Article 2.-

§ 1er. L'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 14 mars 1952 relatif à l'exécution de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"§ 1er. La réglementation relative au conseil d'enquête prévu par l'article 11 de la loi du 27 juillet 1934 est applicable au conseil d'enquête prévu par l'article 13 de la loi du 9 juillet 1951, sous réserve des paragraphes suivants ".

§ 2. L'article 6, § 3, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Lorsque le Ministre de la Défense nationale charge une haute autorité militaire de constituer le conseil d'enquête, seuls les militaires dont il est question aux c et d ci-dessus ne peuvent pas en faire partie".

Het ontwerp strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 september 1935 betreffende de samenstelling van een onderzoeksraad, welke gelast is zijn advies uit te brengen nopens de voordrachten tot schrapping uit het korps der beroepsonderofficieren, opdat bij deze raad niet alleen voorstellen van hiërarchische meerderen aanhangig kunnen worden gemaakt, maar opdat op die raad ook een beroep kan worden gedaan door een hoge militaire autoriteit die door de Minister wordt aangewezen wanneer deze anders dan hiërarchisch over een beroepsonderofficier ten laste gelegde feiten wordt ingelicht.

\+
\+ +

In het eerste en het tweede lid van de aanhef schrappe men het voegwoord "en" vóór het woord "inzonderheid".

\+
\+ +

De inleidende volzin van artikel 1 dient te worden aangevuld met het opschrift van het koninklijk besluit van 27 september 1935.

\+
\+ +

Volgens het eerste lid van artikel 13bis, dat het ontwerp in het koninklijk besluit van 27 september 1935 invoegt, heeft de onderzoeksraad tot opdracht "advies uit te brengen over de gepastheid van de schrapping".

Krachtens de bepalingen van dit besluit wordt het volledig dossier van de beklaagde militair aan de raad overgelegd ; deze ondervraagt hem over de hem ten last gelegde feiten ; hij kan getuigen horen.

.../...

Het gaat er niet om, een advies uit te brengen over de gepastheid van een tuchtmaatregel, maar over de werkelijkheid en over de tuchtrechtelijke gevolgen van de ten laste gelegde feiten.

Derhalve vervange men aan het slot van het eerste lid van artikel 13bis de woorden "advies uit te brengen over de gepastheid van de schrapping" door : "advies uit te brengen over de schrapping van ambtswege". Overigens hoeft de bevoegdheid van de onderzoeksraad in dit artikel 13bis niet te worden omschreven, want zij is dit reeds in het koninklijk besluit van 27 september 1935 : volgens de verstrekte inlichtingen ligt het niet in de bedoeling van de Regering aan de onderzoeksraad van het ontwerp een andere bevoegdheid toe te kennen dan de in dat koninklijk besluit bedoelde onderzoeksraad bezit.

\+

\+ \+

Het tweede lid van artikel 13bis bepaalt, dat de onderzoeksraad wordt samengesteld "overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, eerste en tweede lid".

Op te merken valt, dat ook de artikelen 3,4 en 5 van het koninklijk besluit van 27 september 1935 betrekking hebben op de samenstelling van de onderzoeksraad; het ontwerp verklaart deze artikelen niet toepasselijk op de raad, die bij beslissing van de Minister van Landsverdediging door een hoge militaire autoriteit moet worden samengesteld.

.../...

Over het feit dat artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 september 1935 niet toepasselijk wordt verklaard, moge het volgende worden opgemerkt.

Volgens dit artikel mogen bepaalde militairen geen deel uitmaken van de onderzoeksraad : de rechtstreekse meerderen van de beklaagde, zijn bloed- en aanverwanten, de militair die de overtreding aangegeven heeft.

Een soortgelijke regel voor de samenstelling van de onderzoeksraad bij de zeemacht, is opgenomen in artikel 6, § 3, van het koninklijk besluit van 14 maart 1952. Deze afwijkende regelingen zullen tot gevolg hebben dat voor de samenstelling van de onderzoeksraad bij de landmacht en bij de luchtmacht, voor het geval van artikel 13bis, geen rekening zal moeten worden gehouden met artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 september 1935, terwijl daarentegen voor de samenstelling van de onderzoeksraad bij de zeemacht artikel 6, § 3, van het koninklijk besluit van 14 maart 1952 wel zal moeten worden toegepast.

Dit verschil in de samenstelling van de onderzoeksraden is voorzeker door de Regering niet gewild.

Bij het ontwerp is nog een tweede opmerking te maken. Het beginsel van de vrijheid van de verdediging en de sereniteit van de beraadslaging is erkend als een algemeen rechtsbeginsel, dat vooral in tuchtzaken moet worden in acht genomen, zelfs indien er geen tekst voorhanden is. Overeenkomstig dit algemeen rechtsbeginsel moeten de leden van instellingen die gelast zijn een ernstige maatregel ten aanzien van een geadministreerde uit te spreken of zelfs voor te stellen, altijd objectief blijven.

Al is het niet mogelijk uit dit algemeen rechtsbeginsel bepaalde regelen af te leiden waardoor aan alle bijzondere gevallen een oplossing kan worden gegeven, toch zou ten minste moeten worden bepaald, dat de bloed- en aanverwanten van de beklaagde alsook de militair die de overtreding heeft aangegeven waarvoor de beklaagde voor de onderzoeksraad is gebracht, niet tot die raad mogen behoren.

\+

\+ \+

Artikel 13bis, tweede lid, bepaalt in fine :

"Deze oproeping vervangt het in artikel één bedoelde voorstel".

Volgens artikel 6 van het koninklijk besluit van 27 september 1935 wordt de zaak bij de onderzoeksraad aanhangig gemaakt door het voorstel tot schrapping. Derhalve moet ook dit artikel 6 in de laatste volzin van artikel 13bis, tweede lid, worden vermeld.

\+

\+ \+

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 13bis, tweede lid, te lezen als volgt :

"De aldus aangewezen hoge militaire autoriteit stelt de onderzoeksraad samen overeenkomstig artikel 2, eerste en tweede lid, en artikel 3, d en e ; zij roept de raad bijeen op de zetel welke zij aanwijst.

.../...

Zij deelt aan de voorzitter alle inlichtingen mede waarover zij beschikt in verband met de feiten die tot de bijeenroeping van de raad hebben geleid. Deze bijeenroeping vervangt het in de artikelen 1 en 6 bedoelde voorstel".

+

+ +

Artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 14 maart 1952 betreffende de uitvoering van de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht bepaalt :

"§ 1. Het koninklijk besluit van 27 september 1935 betreffende de samenstelling van een onderzoeksraad welke gelast is zijn advies uit te brengen nopens de voordrachten tot schrapping uit het korps der beroepsonderofficieren, is van toepassing op de onderzoeksraad bedoeld in artikel 13 van de wet van 9 juli 1951, behoudens de wijzigingen in de volgende paragrafen bepaald".

Artikel 2 van het ontwerp wil de wijzigingen welke het aanbrengt in het koninklijk besluit van 27 september 1935 ook toepassing doen vinden op de onderzoeksraad voor onderofficieren van de zeemacht. Het ware beter de nodige wijziging rechtstreeks aan te brengen in artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 14 maart 1952.

Ter inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerking over de samenstelling van de onderzoeksraad, zou bovendien § 3 van artikel 6 van het koninklijk besluit van 14 maart 1952 moeten worden aangevuld.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 2 te lezen als volgt :

"Artikel 2.-

§ 1. Artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 14 maart 1952 betreffende de uitvoering van de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De regeling betreffende de in artikel 11 van de wet van 27 juli 1934 bedoelde onderzoeksraad vindt toepassing op de onderzoeksraad bedoeld in artikel 13 van de wet van 9 juli 1951, behoudens het bepaalde in de volgende paragrafen".

§ 2. Artikel 6, § 3, van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Wanneer de Minister van Landsverdediging een hoge militaire autoriteit gelast de onderzoeksraad samen te stellen, mogen alleen de onder c en d hierboven genoemde militairen er geen deel van uitmaken".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.